

Enquêter sur l'Érythrée, un travail risqué

L'Érythrée est l'un des pays les plus fermés au monde. Pour établir ce qui s'y passe, les organisations de défense de droits de l'homme et les spécialistes de l'Érythrée utilisent différents stratagèmes. Un travail risqué pour les enquêteurs et surtout leurs informateurs.

Surnommée « la Corée du Nord de l'Afrique », l'Érythrée est l'un des pays les plus fermés au monde, l'un des plus paranoïaques et des plus autoritaires. Malgré tout, des organisations de défense des droits de l'homme tentent de savoir ce qui s'y passe. Dernier exemple, la Commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme en Érythrée de l'ONU. Le 8 juin, elle s'inquiétait des violations « *systématiques et à grande échelle* » de ces droits par les autorités, qui « *pourraient constituer des crimes contre l'humanité* ». Elle présentera son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies à l'automne.

Les enquêteurs de l'ONU n'ont pas été autorisés à se rendre en Érythrée. Ils se sont rendus dans les pays où l'on trouve les plus importantes communautés érythréennes: à Djibouti, en Éthiopie, en Allemagne, en Italie, en Suisse, au Royaume-Uni, et aux États-Unis. « *La Commission a collecté des témoignages de première main en conduisant 550 interviews confidentielles auprès de témoins résidant dans des pays tiers* », explique Cédric Sapey, de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Il ajoute que la Commission a aussi fait appel à des témoignages écrits, reçu 160 contributions d'individus et d'organisations, recueilli des informations des différentes agences de l'ONU et de ses partenaires humanitaires. « *C'est le recoupement de ces sources et de ces informations qui a conduit aux conclusions émises dans le rapport* », résume-t-il.

Franck Gouéry, enseignant à Sciences-Po et coauteur avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer de *Érythrée, un naufrage totalitaire* (1), insiste, lui aussi, sur la masse d'informations et de témoignages -disponibles« *parmi les migrants, la diaspora, dans les camps de réfugiés. Chaque mois, il y a en moyenne 5 000 Érythréens qui fuient le pays* », dit-il. Ce sont les migrants les plus nombreux après les Syriens.

Il y a même moyen d'obtenir des informations directement. « *S'il est difficile de conduire des enquêtes dans ce pays, il n'est pas impossible de savoir ce qui s'y passe. Le régime a l'ambition de tout contrôler, mais n'en a pas nécessairement les moyens. De sorte que l'on peut être en contact avec des personnes qui vivent en Érythrée* », affirme -Raphaël Roig, le responsable de la Corne de l'Afrique à Amnesty International.

Cela est-il suffisant? Le mieux n'est-il pas de se rendre en Érythrée? Si l'ONU n'a pas pu le faire, Raphaël Roig et Franck Gouéry y sont parvenus. « *Entre 2005 et 2007, j'ai pu m'y rendre avec un visa touristique. Comme je travaillais sur les minorités religieuses dans le cadre d'un master en histoire contemporaine, je ne représentais pas un danger pour l'État* », témoigne -Raphaël Roig. Il a pu parler avec beaucoup de monde, surtout dans l'administration, « *tant que je n'évoquais pas le régime, le président Issayas Afewerki et les sujets politiques* », précise-t-il.

Franck Gouéry s'est rendu en Érythrée en 2012: « *j'ai constitué avec des amis un groupe de touristes. Nous avons commandé un voyage à une agence érythréenne et nous avons obtenu notre visa* », raconte-t-il. Néanmoins, il n'a pas joui d'une grande liberté. « *Tous nos déplacements étaient soumis à autorisation. Il était difficile de parler librement avec la population* », précise-t-il.

Malgré ces contraintes, ces deux spécialistes de l'Érythrée disent avoir beaucoup appris de leur voyage. « *J'ai senti la peur de la délation parmi mes interlocuteurs, le système de surveillance de tous par tous. J'ai également assisté à des rafles, le soir* », explique Raphaël Roig. « *J'ai pu mesurer combien la population se sentait surveillée par tout le monde: les proches, les voisins, les passants* », note également Franck Gouéry. « *J'ai pu voir le travail des enfants, la peur sur les visages lorsque la discussion arrive sur le terrain politique* », poursuit-il. Autant d'éléments qui complètent et qui recoupent les témoignages des réfugiés et des dissidents.

Autre obstacle que doivent affronter ceux qui travaillent sur ce pays, la menace sécuritaire. Pour leurs interlocuteurs, d'abord. « *Si nos sources sont découvertes, elles seront aussitôt arrêtées par le régime en Érythrée. Si elles vivent à l'extérieur, le pouvoir s'en prendra à leurs familles restées au pays* », souligne Raphaël Roig. Pour les chercheurs eux-mêmes, ce travail n'est pas sans risque. « *Au cours de mon séjour, j'ai été arrêté sur dénonciation, enchérit-il. C'était de l'intimidation.* »

La menace existe aussi à l'extérieur du pays. « *Certains auteurs sont visés par la diaspora pro -régime. Ils font alors l'objet d'insultes, de campagnes malveillantes sur Internet* », regrette Franck Gouéry.

De passage à Genève les 23 et 24 juin pour évoquer leur travail sur l'Érythrée, les membres de la Commission d'enquête de l'ONU eux-mêmes ont été victimes de menaces et d'actes d'intimidation.

(1) Puf, 2015, 336 p., 21 €.

LARCHER Laurent

<http://www.la-croix.com/Archives/2015-07-09/Enqueter-sur-l-Erythree-un-travail-risque-2015-07-09-1333057>

